

AU SIXIÈME JOUR DE LA GRÈVE DE LA FAIM AU GL1K DE SKIKDA

Les agents interdits d'occuper leurs postes de travail

Les agents grévistes de la faim ont été interdits d'occuper leurs postes de travail. C'est le fait le plus saillant du sixième jour de la grève de la faim, observée depuis jeudi dernier par plus de 100 travailleurs. «Verbalement, on a été interdits d'accéder à nos postes», nous dira le délégué des travailleurs, joint par téléphone.

Pourtant, la justice aurait retenu l'interdiction de l'atroupement au sein de la plateforme pétrochimique, sans plus, les grévistes continueront leur mouvement de contestation, en évitant d'être nombreux au même endroit. Cette décision fait suite à l'audition, lundi, par le procureur de la République près le tribunal de Skikda, pour attroupement illégal, perturbation des conditions de travail et préjudice économique, de 11 ex-agents du PSG. Le magistrat instructeur a entamé cette procédure consécutivement à la plainte déposée par le directeur du complexe à l'encontre des grévistes de la faim.

Par ailleurs, ces derniers ont désigné deux avocats pour défendre leur cause et remis, pour la même occasion, des documents confondants au magistrat instructeur. Aussi, une lettre de revendications a été adressée au président de la

République et au ministre de l'Intérieur.

La poursuite judiciaire enclenchée a mis de l'huile sur le feu et les tentatives d'apaisement semblent bannies des démarches des responsables du complexe. Les restrictions contraignantes sont légion. Les dernières en date sont les instructions émanant du directeur du complexe.

La première, l'interdiction de quitter le périmètre de la zone pétrochimique pour recevoir des soins au niveau de l'hôpital de Skikda. «Un cas grave a été empêché d'être évacué à l'hôpital à bord de l'ambulance du complexe. Le médecin dit recevoir des instructions du directeur du complexe. Les responsables du GL1K ont réquisitionné 7 ambulances, le personnel médical et paramédical, et en cas de malaise, on nous évacue vers l'infirmerie du GL1K.» «La porte de la DRH et celle de la cantine, nous dira notre source,

ont été fermées. Par contre, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, on met à la disposition des agents en poste des véhicules de marque Toyota pour assurer le gardiennage, notamment au niveau de la DRH !»

Depuis l'entame de la grève de la faim, ce sont au total cinq agents qui ont été hospitalisés. L'un d'eux, L. N., âgé de 55 ans et père de 5 enfants, a rendu l'âme quelques jours après son admission à l'hôpital après avoir eu une baisse de tension et une hypoglycémie. Sa disparition renseigne sur les conditions socioprofessionnelles qui sont devenues insupportables.

D'autre part, dira un gréviste, «il nous a été également interdit de se rassembler devant la direction des ressources humaines, les responsables du complexe appréhendent une tentative de notre part de faire exploser les unités ! Alors que ce sont nous, en dépit du non-renouvellement des contrats, qui veillons à leur sécurité».

Actuellement, la tension monte au sein du GL1K. Les parents des grévistes, dont des retraités de la société, se sont déplacés sur les lieux. Ils ont manifesté énergique-

ment leur désapprobation de la manière avec laquelle les responsables concernés veulent régler cette affaire. Un mouvement de solidarité a pris forme au sein de l'hermétique plateforme pétrochimique.

Une réunion a été improvisée pour essayer de cerner les contours de cette affaire et tenter d'y remédier. Y ont pris part également des syndicalistes. Selon les témoignages des grévistes, un représentant de l'union de wilaya aurait exigé d'eux d'évacuer les lieux sinon des mesures répressives seront prises à leur encontre. Une autre manière syndicale de soutenir les travailleurs !

La seule lueur d'espoir est une promesse de réintégrer ces agents chez un privé, le 2 SP en l'occurrence ; l'ancien prestataire de services ayant fait l'objet d'un premier mouvement de contestation en 2005, notamment une grève de la faim.

De même que l'annonce du déplacement à Skikda du P-dg de Sonatrach, Mohamed Meziane, n'était que rumeur. C'est dire que la contestation a de beaux jours devant elle. Affaire à suivre.

Zaïd Zoheir

ORAN

Les vendeurs à la criée de retour

Entre le bruit des voitures, dont le parc automobile de la wilaya a triplé ces deux dernières années, et le nombre toujours aussi croissant des citoyens concentrés au centre d'Oran, voilà que cet été Oran enregistre le retour des véhicules hippomobiles et des charrettes. Ils avaient été pourchassés au début du mois d'avril 2006 s'appuyant sur un arrêté signé par le wali d'Oran portant interdiction de circulation des véhicules hippomobiles à l'intérieur du tissu urbain du groupement d'Oran et des grandes artères périphériques, notamment les première, deuxième et troisième périphéries.

Toutefois, une solution avait été trouvée et pour laquelle les responsables de l'Ansej, de la Cnan et de l'Angem étaient tenus pour leur part d'informer et d'orienter les propriétaires de ces charrettes sur les possibilités d'obtenir des crédits pour l'achat de l'un des 50 triporteurs dont la wilaya s'était dotée pour le transport de leurs marchandises. Deux ans après, voilà que ces mêmes interdits refont surface et ajoutent à l'embouteillage de la circulation et aux nuisances.

La culture des objets antiques semble intéresser les Oranais

La wilaya d'Oran compte quelques magasins qui proposent des objets d'antiquité et qui offrent même la possibilité d'évaluer ceux proposés à la vente par le client. La vieille Kheira nous raconte : «Le jour de l'Indépendance, les Français qui habitaient en Algérie avaient été sommés de quitter leurs maisons à la hâte et ne pouvaient rien emporter. Ce fut une véritable ruée vers leurs meubles et autres objets dont quelques-uns s'avèrent être des pièces rares qui ont une histoire.

Nous les avons légués à nos enfants qui les vendent ou s'en débarrassent sans en connaître la valeur historique et financière, dès lors j'ai opté pour les magasins d'antiquité. » Certains magasins ont même fait le choix de recourir à la publicité sur Internet proposant de récupérer tout objet qui aurait une valeur antique après vérification, cela va de soi, ou encore affichant des objets proposés à la vente. Nadir, propriétaire d'un magasin d'antiquités, nous affirme que ses clients sont de vrais connaisseurs et n'hésitent pas à mettre le paquet dès qu'ils ont le coup de foudre pour un objet. Ils déboursent des sommes allant de 100 000 à 600 000 DA et parfois plus. Autre moyen utilisé par les antiquaires pour la récupération des objets antiques, la confection de petites affiches qu'ils glissent dans les boîtes aux lettres. En fin de compte, chacun trouve son bonheur dans cet échange entre l'histoire, l'argent et la passion de l'art ancien.

A. B.

SOUK-AHRAS

La poste désargentée

Tout comme les services de l'état civil, les guichets des postes sont submergés, ces jours-ci, par des affluences considérables dans la ville de Souk-Ahras. Certes, la chose n'est pas nouvelle et chaque début du mois, notamment à la période des dates de paiement des fonctionnaires et autres retraités, c'est le même scénario. Cette fois-ci, ce n'est ni le problème du courrier qui arrive en retard ni le manque de timbres postaux qui pose problème, mais c'est le manque de liquidités au niveau des postes, et cet imbroglio dure depuis trois semaines. Comme nous avons eu à le constater lundi, la poste principale était bondée de monde, avec une chaîne interminable de fonctionnaires venus des quatre coins de la ville de Souk-Ahras dans le seul but de retirer leur salaire. Il faut le dire, vers 11h, il était difficile de se frayer un chemin à l'intérieur du hall de la poste.

Les usagers ne savent pas à quel saint se vouer ni à quel bureau s'adresser au risque de repartir bredouilles. Au niveau des postes, les receveurs affirment qu'ils n'ont absolument rien à voir avec cet état de fait et assurent que l'argent qui leur est destiné est vite mis à la disposition des clients, mais le paradoxe c'est que l'on trouve de l'argent dans certains bureaux de poste, alors que plusieurs autres n'en ont pas.

Pour en savoir plus, nous nous sommes rapprochés du coordinateur d'Algérie Poste en vain. Le responsable concerné s'est contenté de nous dire que le problème se pose dans plusieurs wilayas, pas seulement à Souk-Ahras.

L'eau de tous les dangers

Plusieurs citoyens de la cité Sidi Brahim, dans la daïra de Machroha, ont attiré l'attention des services de l'Algérienne des eaux sur la qualité douteuse de l'eau ces derniers jours. En effet, une eau putride, à l'aspect répugnant, dont l'odeur et la couleur donnent la nausée, coule des robinets. La menace est réelle et le risque de contamination et transmission de MTH n'est pas à écarter à Machroha, d'autant plus que les analyses bactériologiques effectuées confirment que l'eau n'est pas potable.

Cela fait des lustres que les citoyens de cette localité attendent une intervention énergique des services concernés pour mettre un terme à cette pollution d'un autre temps.

Barour Yacine

AEP AUX AGHRIBS

Mécontentement des comités de village de la wilaya de Tizi-Ouzou

«Au moment où l'Etat prétend engranger et disposer de "beaucoup d'argent" pour prendre en charge les problèmes des citoyens, nous constatons avec regret des retards dans les réalisations, la dilution des responsabilités (qui doit faire quoi ?), des interférences dans la gestion, des lourdeurs administratives inimaginables, des dotations financières insuffisantes et une planification aléatoire.»

C'est en ces termes que la coordination de plusieurs comités de village des Aghribs qualifie, dans une requête transmise au wali de Tizi-Ouzou, le quotidien alarmant de leurs concitoyens qu'ils résument en onze préoccupations essentielles dont le point d'orgue est, sans nul doute, la situation catastrophique de l'AEP.

Plusieurs comités de village de la commune des Aghribs, 50 km à l'est de Tizi-Ouzou, se sont réunis le 14 juillet dernier au siège de l'APC. Une ultime réunion pour discuter des actions à entreprendre pour protester contre la situation catastrophique de leurs villages, notamment en ce qui concerne l'alimentation en eau potable. Un rendez-vous qui fait suite à une série de concertations portant sur le même objet, dont la première rencontre remonte au 17 juillet 2006, sanctionnée alors par une déclaration qui fait mention des doléances relatives à l'AEP et auxquelles les pouvoirs publics avaient opposé l'insuffisance des ressources du forage de Oued Sebaou.

Ils les avaient exhortés à attendre le transfert des eaux du barrage Taksebt.

Une échappatoire, estiment les protestataires car deux années après cette première requête adressée aux différents responsables, dont le wali, soit une année après l'adduction dudit barrage qui a permis l'arrivée du précieux liquide, la population souffre toujours. Une véritable cacophonie car actuellement, avec l'arrivée des nouveaux pompages conséquents, tous les problèmes et les insuffisances de cette chaîne longtemps enfouis ressurgissent. Pourtant, ajoutent-ils, les différentes instances ont été avisées de l'état de délabrement du réseau.

D'ailleurs, depuis les premières entrevues avec le P/APC, des études de tous les villages ont été faites et qui montrent qu'il faut engager beaucoup de moyens financiers pour espérer tenir la promesse de raccorder tous les villages. «A part quelques petits acquis, rien de concret n'a été fait, et situer administrativement les responsabilités est une chose difficile», reconnaissent-ils.

En effet, dans leurs différentes demandes, les comités font référence aux réseaux datant des années 1970 et surtout le fait qu'ils soient non opérationnels depuis 1993. Une vétusté telle que les canalisations, c'est-à-dire les conduites de refoulement ou de distribution, sont entièrement corrodées, les réservoirs dégradés et insuffisants au vu de la multiplication de la population, l'unique station de refoulement sise au village Boudjellil est abandonnée, les équipements dégradés, des canalisations ont disparu et des branchements coupés ou même illicites. «Certes, quelques

villages reçoivent de l'eau, en quantité qui reste tout de même insuffisante, mais quand on sait que 70 % de la population ne sont pas concernés, il n'y a pas lieu de s'en réjouir», conclut un membre du comité du village.

Pour le P/APC, qui nous apprend qu'il a engagé la somme de 700 000 DA pour l'achat de la tuyauterie en PEHD pour parer au plus urgent, tous ces faits sont conjugués à un découpage administratif éculé sans résultat probant, et ce, malgré la bonne volonté constatée chez le DHW. Le président de l'exécutif local insiste sur la nécessité de prévoir une agence ADE de proximité qui sera installée à Fréha et non à Azeffoun comme c'est le cas. D'ailleurs les concernés eux-mêmes approuvent le fait. Concernant le financement, il ajoutera : «Nous suggérons au wali de nous accorder une subvention exceptionnelle sur les fonds de la DUC qui dispose de programmes d'amélioration urbaine consistants et de budgets non injectés qu'il y a lieu de régulariser avec la DHW dont les budgets sont consommés.»

En outre, il nous apprend que même les projets de captage d'eau lancés sur le sectoriel le 31 mai 2008 ont été déclarés infructueux le 27 juillet de la même année, soit un peu moins de deux mois après. Pourtant, suggère-t-il enfin, nous n'avons aucun PCD à lancer pour le moment, les accorder en PCD aurait été plus judicieux. Les comités de village, qui ont saisi le wali à travers son chef de cabinet auquel ils ont remis leur requête, comptent le ressaisir une prochaine fois jusqu'à faire aboutir leurs revendications.

F. B.